

Génération

La politique du gouvernement en faveur de l'emploi ne peut se limiter à un seul projet. François Hollande a rappelé, à l'occasion de son intervention télévisée le 9 septembre, que l'emploi reste la priorité du gouvernement mais que les résultats ne seront visibles que dans plusieurs mois. En effet, de nombreuses entreprises ont attendu la fin de la campagne présidentielle pour annoncer des plans sociaux.

avec une meilleure formation des jeunes et un transfert de compétences.

Dès son premier déplacement dans le Finistère, dans le cadre de la campagne des Primaires, à Quimper, François Hollande avait évoqué les contrats d'avenir. A l'occasion de ses déplacements dans le pays, François Hollande avait en effet constaté que les jeunes et les seniors étaient ceux qui souffraient le plus du chômage : les premiers ne pouvaient pas entrer dans le monde du travail, sous prétexte qu'ils ne disposaient pas d'une expérience « suffisante », et les seconds, à partir de 50, voire 45 ans, accusés d'être « trop vieux », étaient les premières cibles des DRH.

Les emplois d'avenir, destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés, visent à lutter contre le chômage des jeunes. Ils seront très rapidement étudiés par le Parlement.

Le contrat de génération, présenté par Michel Sapin au Conseil des ministres du 5 septembre, doit, quant à lui, lutter à la fois contre le chômage des jeunes qualifiés, mais aussi contre celui des seniors.

La première étape de ce contrat consiste à engager le dialogue avec les organisations syndicales. Le 4 septembre, un « document d'orientation » leur a été envoyé, conformément aux engagements pris lors de la conférence sociale du mois de juillet. La négociation pourra débuter, dès que possible, de manière à ce qu'un projet de loi soit présenté fin 2012 pour une entrée en vigueur du dispositif au début 2013.

Le contrat de génération sera un outil pour favoriser simultanément, sans les opposer, emploi des jeunes et emploi des seniors dans les entreprises tant quantitativement, mesurables au nombre d'embauches de jeunes et à l'accroissement du taux d'emploi des seniors, que qualitativement



Priorité à l'emploi !

Dans le projet du gouvernement, le contrat de génération sera adapté aux différentes tailles d'entreprises. Dans celles de plus de 300 salariés, un accord collectif conditionnant le maintien des allègements sur les bas salaires sera négocié. Dans les entreprises de moins de 300 salariés les contrats de génération seront individualisés entre le jeune, le senior de plus de 57 ans et l'entreprise, assortis d'une aide forfaitaire pour une durée de trois ans. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DEPOSÉ LE 13/09/2012



Dossier de la semaine

1^{ère} rentrée
du changement



Vie de la Fédération
Rentrée socialiste



Interview
Paroles d'humanité



Avec Jean Miossec

Hollande bashing

La mode, dans les médias, en cette rentrée est au « Hollande basching » : il s'agit, sur les couvertures des hebdomadaires, de décrier, de dénoncer, de critiquer l'action ou l'inaction de François Hollande.

Ce phénomène ne doit pas être sur-estimé. Il s'agit essentiellement, pour ceux qui réalisent ces couvertures, de vendre des journaux.

Il fallait être totalement déconnecté de la réalité pour croire que le quinquennat de François Hollande aurait été « un long fleuve tranquille ». C'est d'ailleurs parce que la situation économique et sociale est très tendue que les électeurs ont accordé leur confiance à la gauche.

Il convient certainement de répondre aux impatiences mais aussi de rappeler que François Hollande a fixé un cap et qu'il n'est pas possible de faire, en trois mois, ce que Nicolas Sarkozy n'a pas fait en cinq ans. Ce ne sont pas les éditorialistes de la presse nationale qui vont imposer leur rythme au changement.

Les PPI des collectivités



Les collectivités sont en première ligne pour soutenir et amplifier l'effort du gouvernement en faveur de l'éducation. « Année après années, le Conseil général fait le choix d'investir durablement dans l'éducation et la formation des jeunes collégiens », rappelle Pierre Maille. « Dans les 63 collèges publics du Finistère se prépare l'avenir de milliers de Finistériens ».

Cette ambition éducative se traduit par un programme pluriannuel d'investissement (PPI) de près de 143 millions d'euros pour les années 2012/2017. Il s'agit à la fois d'entretenir le patrimoine bâti, de réaliser de nouvelles constructions pour répondre aux évolutions de populations, mais aussi d'assurer l'accessibilité de tous les bâtiments aux personnes en situation de handicap.

L'action du Conseil général vise aussi à accompagner les collégiens dans leur scolarité en favorisant leur accès à la culture, aux sciences et aux sports.

« Cet important effort financier est à la hauteur des objectifs fixés par le Conseil général pour relever le défi de l'égalité des chances et contribuer à la réussite scolaire pour tous », insiste Pierre Maille.

Enfin, le Conseil général du Finistère apporte une attention particulière aux conditions de travail des agents qui interviennent dans les collèges. À l'occasion de la rentrée, Pierre Maille et les conseillers généraux concernés visitent des collèges du Département. Systématiquement, le président du Conseil général profite de ces visites pour rencontrer les agents, expliquer l'action du Département.

Dans les lycées, la Région investit aussi. Son PPI s'élève à 400 millions d'euros pour la période 2010/2014. Au total ce sont plus de 500 chantiers qui vont permettre de moderniser un patrimoine immobilier de deux millions de m² et d'améliorer la sécurité et le confort de tous les usagers. En outre, le Conseil régional apporte une attention particulière à la gestion durable et économe de l'énergie dans les lycées. C'est ainsi que la Région prépare actuellement un plan pour équiper de panneaux photovoltaïques les 1 395 toitures des 116 lycées bretons.

1^{ère} rentrée du changement

La rentrée scolaire 2012/2013 restera comme la première rentrée du changement : mieux que la précédente et pas encore aussi réussie que la suivante.



La première rentrée de Vincent Peillon

Pour les 12 millions d'élèves et le million d'adultes (enseignants, agents administratifs et médicaux sociaux) qui ont entamé une nouvelle année scolaire dans l'un des 65 000 établissements, la rentrée s'est déroulée mieux que prévue.

En effet, à l'origine, selon le budget élaboré par l'ancienne majorité, 14 000 emplois devaient être supprimés. « Des moyens supplémentaires, conjugués à l'investissement et au professionnalisme de tous les personnels, permettent de faire en sorte que cette rentrée s'opère dans de meilleures conditions », s'est félicité le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon.

La création de 1 000 emplois de professeurs des écoles a permis l'ouverture de 670 classes dans tout le pays. 182 postes ont été créés pour renforcer les moyens pour les remplacements des enseignants et 148 pour le soutien des élèves en difficulté. Dans le Finistère, pour le 1^{er} degré, 19,5 postes ont été ouverts.

Un effort particulier a été conduit en faveur des élèves de situation de handicap avec le recrutement de 1 500 auxiliaires de vie scolaire (AVS).

Claudy Lebretton, président de l'association des départements de France, s'est déclaré « satisfait des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette rentrée scolaire ». Dans les 7 046 collèges de France, les départements assurent la mission de construction et d'entretien des bâtiments (voir l'encadré).

Alors que tous les spécialistes s'accordent à dénoncer les rythmes scolaires que subissent les élèves français, Vincent Peillon a, enfin, pris les décisions qui s'imposaient en allongeant les vacances de la Toussaint d'une semaine. Ce rééquilibrage doit aussi s'appliquer aux journées, aux semaines et à l'année, et aboutir, rapidement, à un retour de la semaine de 4 jours et demi.

En cette rentrée, les enseignants-stagiaires bénéficient d'un dispositif transitoire de formation. L'année dernière encore, 70 % d'entre eux se retrouvaient à plein temps devant leurs classes, sans véritable formation pédagogique. Une situation déplorable tant pour les enseignants que pour les élèves. Cette année, un dispositif d'accueil et d'accompagnement a été mis en place afin de permettre une entrée progressive dans le métier.

Pour la prochaine rentrée, le nombre de postes ouverts aux concours augmentera de 47 %, passant de 13 000 à 20 000. Les emplois d'avenir professeurs qui visent à attirer des étudiants issus de milieux modestes seront mis en place. 6 000 étudiants boursiers pourront en bénéficier.



Marie-Pierre Rouget visite les lycées bretons

Enfin, la rentrée s'est aussi déroulée dans de bonnes conditions grâce à l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire, décidée dès l'élection de François Hollande.

En cette rentrée 2012/2013, le gouvernement a adressé des signes très forts aux parents et aux enseignants. L'éducation est bien redevenue la priorité du gouvernement et même avec une rentrée préparée avec un budget voté par la précédente majorité, le gouvernement a tenu à imprimer sa marque et ainsi préfigurer ce que sera la rentrée 2013. 🇫🇷

Rentrée socialiste

Les socialistes de Brest et de Quimper ont effectué leur rentrée politique le week-end dernier. Les quimpérois le samedi, à la MPT du Moulin vert, et ceux de la région brestoïse, le dimanche à l'Auberge de jeunesse du Moulin blanc.



A Brest et Quimper, une rentrée conviviale

Mais, malgré ce que peuvent sous-entendre les noms des deux points de rendez-vous, les socialistes du Finistère ne se prennent pas pour des Don Quichotte.

« Depuis trois ou quatre ans nous organisons un événement à l'occasion de la rentrée », rappelle Karim Ghachem, secrétaire de la section de Quimper. « Il nous semble important de nous retrouver. Cette année, nous avons tenté l'expérience du pique-nique et nous allons probablement renouveler cette expérience ».

Au Moulin blanc, devant plus de 200 personnes de la région brestoïse, Franck

Respriget, secrétaire du comité de ville de Brest, a résumé l'état d'esprit des socialistes en cette rentrée : quelques semaines après une victoire historique à la Présidentielle et aux Législatives, avec un 8 sur 8 historique dans le Finistère, l'heure est à l'unité autour de François Hollande et du gouvernement. « Enfin, l'intérêt général redevenient une priorité », s'est félicité le

secrétaire du comité de ville de Brest. Le temps où chaque fait divers devenait une loi est bien fini.

Maintenant, l'enjeu du Congrès de Toulouse, qui va s'ouvrir, consiste, pour les socialistes, à trouver leur juste place, dans un contexte totalement inédit où ils sont majoritaires au Parlement et dans la plupart des collectivités locales.

Il s'agira pour eux, de soutenir le président de la République et le gouvernement, de rester une force de propositions en s'appuyant sur les expériences menées, dans les collectivités, par les élus locaux tout en gardant le contact avec la société de manière à s'en faire les porte-paroles. 🌹

Interview

Paroles d'humanité

Avec Jean Miossec

L'association 4ACG vient de publier aux éditions L'Harmattan un livre de témoignages d'anciens combattants de la guerre d'Algérie (« Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance. Paroles d'humanité »). « Nous voulons que les uns et les autres se comprennent enfin », explique Jean Miossec, membre du comité de rédaction de cet ouvrage.

Cap Finistère : Qui est à l'origine de ce livre ? Comment les témoignages ont-ils été recueillis ?

Jean Miossec : Il y a quelques années, quatre agriculteurs de l'Aveyron, anciens combattants de la guerre d'Algérie se sont dit qu'il n'était pas normal qu'ils touchent chaque année une pension de 600 euros pour avoir participé à une guerre avec laquelle ils n'étaient pas d'accord. Ils ont décidé de créer l'association 4 ACG (Anciens appelés en Algérie et leurs amis

contre la guerre) et de verser leur pension de manière à mener des projets de développement dans les pays du Maghreb ou au Proche Orient.

Rapidement il est apparu que de nombreux appelés étaient restés dans le silence, 50 ans après la guerre. On estime que 300 000 appelés (sur deux millions) ont eu des problèmes psychologiques suite à ce qu'ils ont vécu en Algérie. Il était donc important de leur donner la parole. D'où l'idée de lancer un appel à témoignages. Une équipe, dont j'ai fait partie, a mis en page ces témoignages. Puis nous avons aussi donné la parole à d'anciens combattants du FLN, à des Harkis et à des pieds-noirs.

Cap Finistère : Ces témoignages apportent-ils des révélations ?

Jean Miossec : La torture était très présente. Elle venait de la guerre d'Indochine mais aussi de la seconde guerre mondiale. Ce qui est assez nouveau c'est la découverte de la colonisation. En débarquant en Algérie, les appelés n'avaient

pas conscience du statut de colonisés des Algériens.

Cap Finistère : Quand la réconciliation franco-algérienne sera-t-elle possible ?

Jean Miossec : Pas dans l'immédiat. Mais ce livre, avec cette série de témoignages, a pour ambition de montrer plusieurs histoires et de faire comprendre à chacun ce que les autres ont vécu. Aujourd'hui, les choses sont un peu bloquées. Les Algériens n'ont pas invité de Français pour les cérémonies du 50^e anniversaire de l'indépendance. Le pouvoir français n'a pas encore reconnu, comme il se doit, les souffrances des Harkis, enfermés dans des camps après 1962. Le pouvoir algérien attend que la France admette qu'elle a colonisé l'Algérie.

C'est maintenant aux politiques de faire les gestes et de prononcer les phrases qui permettront de panser les plaies. De ce point de vue, nous attendons beaucoup de François Hollande. 🌹



Agenda

14 septembre
18h45 : Conseil fédéral
au local du PS à Brest.

23 septembre
Fête de la Rose de la
8^e circonscription.

29 septembre
Université de rentrée de
la Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 970 - Vendredi 14 septembre 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Décentralisation : les

propositions de la Région

Pierrick Massiot, vient de proposer « d'installer trois groupes de travail au sein du Conseil régional, afin de formuler d'ici deux mois des propositions concrètes dans les trois domaines qui intéressent le plus la Bretagne : les compétences, la fiscalité et l'expérimentation. Ces groupes de travail réuniront des élus de toutes les sensibilités politiques ».

Pour le président du Conseil régional, « la Bretagne a toujours été en pointe sur la décentralisation. Notre Région est un territoire innovant qui peut servir d'exemple dans plusieurs domaines. Nous avons déjà des expériences réussies et sommes prêts à les mettre en débat ». La gestion de l'eau, les fonds européens, la culture, les langues, l'économie, l'énergie : « autant de domaines dans lesquels la Région Bretagne a démontré sa capacité d'innovation et d'entraînement, autant de domaines dans lesquels l'expérience bretonne peut contribuer utilement à bâtir une nouvelle décentralisation pour notre pays », a indiqué Pierrick Massiot.

Port de Brest : un mois de concertation



A Brest, le projet d'agrandissement du port démarre dans la concertation. Voulu par la Région Bretagne, responsable du port, ce chantier doit permettre à la fois de renforcer son trafic commercial, en facilitant l'accès du site à de plus gros navires et d'accueillir de nouvelles activités industrielles, liées notamment aux énergies marines dont l'éolien offshore.

D'ici 2015, le plan des travaux prévoit d'importantes opérations de dragage et l'aménagement d'un quai (300 m) le long du polder actuel.

Après une première réunion publique d'information en juin, la Région Bretagne invite les Brestois et tous les Bretons intéressés par ce grand projet régional à participer à l'aménagement du

site. Quatre ateliers, organisés en septembre, portent sur les différents aspects du projet :

- Le 12 septembre : l'intégration dans la ville sur le thème « *Interface ville-port* ».

- Le 13 septembre : les impacts socio-économiques du projet.

- Le 17 septembre : le point d'étape sur le projet.

- Et le 20 septembre : l'impact du projet sur la rade (conséquences sur la vie professionnelle, sportive et récréative de la rade).

Une synthèse de la concertation aura lieu le 30 octobre 2012, à l'Université de Bretagne Occidentale, Faculté des lettres et sciences humaines Victor Ségalen, à 18 h 30.

Plus d'informations sur <http://portbrest.bretagne.fr/>

Apolitique de l'UMP

Les socialistes de Clohars-Carnoët n'ont pas manqué de pointer les incohérences du candidat qui portait les couleurs de la droite aux dernières Législatives. « C'est au détour d'une brève de la presse quotidienne régionale que nous avons appris la confirmation de la candidature d'Atto Dossena pour les élections municipales 2014, à Clohars-Carnoët », peut-on lire sur leur blog (<http://ps.clohars-carnoet.over-blog.com>).

L'ancien candidat aux élections législatives, dans la 8^e circonscription (Quimperlé-Concarneau), avait pourtant lancé sa campagne en début d'année sur le thème de « *l'indépendant politique, sorti du jeu des partis... Je resterai l'antithèse du brave élu qui obéit au doigt et à l'oeil à un parti* », n'avait-il pas hésité à déclarer dans le *Ouest-France* du 13 janvier 2012.

Il a confirmé quelques mois plus tard, avant le premier tour des Législatives, « *Je ne suis pas encarté.* » (*Ouest-France* - 31 mai 2012) pour finalement faire volte-face quelques jours plus tard sur *France Bleu Breizh Izel*, en annonçant qu'il allait prendre sa carte à l'UMP « *après l'élection législative* ». « *Il n'y a aucune ambiguïté, je suis investi par l'UMP, et je l'assume jusqu'au bout.* »

Il est tellement à l'UMP qu'il apporte son soutien à Jean-François Copé.

« *Au-delà de déclarations parfois contradictoires, une chose est parfaitement claire : la droite aura cette fois-ci une tête de liste officiellement UMP* », se félicitent les socialistes de Clohars-Carnoët.

Mobilisés pour l'emploi



Le Parti Socialiste va lancer, dans les jours qui viennent, une grande campagne de tracts intitulée : « *Tous mobilisés pour l'emploi* ».

Ces documents rappellent que l'emploi est la priorité du gouvernement. Ils mettent en avant toutes les mesures engagées, depuis le mois de juin, pour lutter contre le chômage comme banque publique d'investissement, le plan de relance européen de 120 milliards d'euros ou le plan de soutien à la filière automobile.

En savoir plus : www.parti-socialiste.fr

Annonces légales & judiciaires

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination :

DEMIR.

Siège social : 59, rue Charles Le Goffic - 29000 QUIMPER.

Immatriculation : RCS de QUIMPER.

Objet social : Activités de lotissements, d'aménagement de terrains et prestations liées à ces activités.

Durée : 99 ans.

Capital : 4 000 euros.

Gérance : Messieurs Nezat DEMIR, demeurant 26, rue Louis François Cassas à QUIMPER et Yasar DEMIR, demeurant 91, rue Charles Le Goffic à QUIMPER.

Pour avis,
La Gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à BREST du 8 août 2012 a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination :

AUTOS SAM.

Siège social : 19, rue HMS Warspite - 29200 BREST.

Objet social : Achat et vente de véhicules.

Durée : 99 ans.

Capital : 6 000 euros.

Gérance : Monsieur Issam BENANTAR 19, rue HMS Warspite - 29200 BREST.

Immatriculation : RCS de BREST.

Pour avis,
La Gérance.